

Le regard des Français sur l'homosexualité et la place des LGBT dans la société

SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE IFOP POUR LA DILCRAH



L'Ifop publie une enquête¹ sur le regard des Français sur l'homosexualité, l'homoparentalité et leur degré d'adhésion aux différents préjugés et opinions LGBTQPHOBES. Réalisée auprès d'un échantillon national représentatif de 3 000 personnes, cette étude met en lumière une acceptation croissante de l'homosexualité et de l'homoparentalité dans la société mais aussi la persistance de certains clichés hétérosexistes, en particulier dans les catégories de la population les plus influencées par la religion.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE

1 Une plus grande acceptation sociale de l'homosexualité

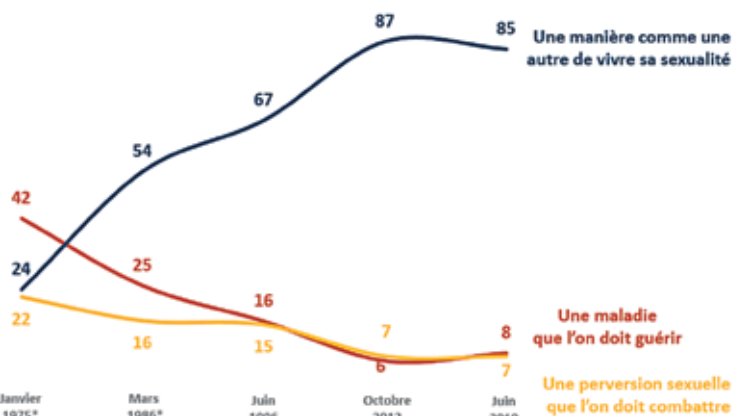
Amorcée à partir des années 1970, **cette profonde transformation des attitudes des Français à l'égard des homosexuels** s'illustre à travers la proportion croissante de Français estimant que l'homosexualité est « une manière acceptable/comme une autre de vivre sa sexualité » : de 24 % en 1975, celle-ci est passée à 54 % en 1986 puis à 67 % en 1996 pour finir à 85 % en 2019. À l'inverse, la proportion de Français voyant dans l'homosexualité « une maladie que l'on doit guérir » ou « une perversion sexuelle que l'on doit combattre » est désormais très limitée – 15 % en 2019, contre 31 % en 1996 et 64 % en 1975 – en dehors des catégories de la population caractérisées par un faible niveau socio-culturel (22 % chez les personnes sans diplôme), un niveau social inférieur à la moyenne (23 % chez les personnes ayant un revenu inférieur à 800 €, 21 % chez les habitants des banlieues populaires) ou par un plus fort respect des préceptes religieux comme peuvent l'être par exemple les musulmans (63 %) ou les catholiques pratiquants (20 %).

Sur le long terme, **ce phénomène de normalisation de l'homosexualité**

QUESTION : Pour vous l'homosexualité, est-ce plutôt...?

Base : ensemble des Français

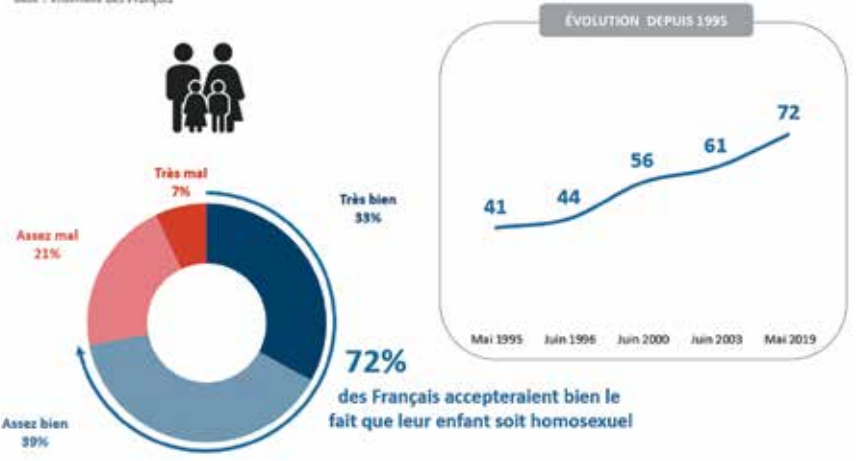
ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DE L'HOMOSEXUALITÉ DEPUIS 1975



(*). Avant 1996, l'item « une manière comme une autre de vivre sa sexualité » était formulé de la manière suivante : « une manière acceptable de vivre sa sexualité »

QUESTION : Vous personnellement, si un de vos enfants était homosexuel, vous l'accepteriez très bien, assez bien, assez mal ou très mal ?

Base : ensemble des Français



1. Étude Ifop pour la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais et la DILCRAH réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 29 mai au 3 juin 2019 auprès de 3 013 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

SCIENCES HUMAINES

apparaît également dans la proportion croissante de Français acceptant l'idée d'avoir un enfant homosexuel : 72 % l'accepteraient bien en mai 2019, contre 61 % en juin 2003 et 41 % en 1996, c'est-à-dire un peu avant le débat autour de la loi instaurant le PACS en France. Vingt ans après cette première reconnaissance de la conjugalité homosexuelle (1999), seules les personnes fortement imprégnées par une morale sexuelle d'inspiration religieuse rejetteraient majoritairement leur enfant si l'on en juge par le nombre de répondants qui n'accepteraient pas cette situation dans les rangs des personnes fréquentant les lieux de culte au moins une fois par semaine (57 %).

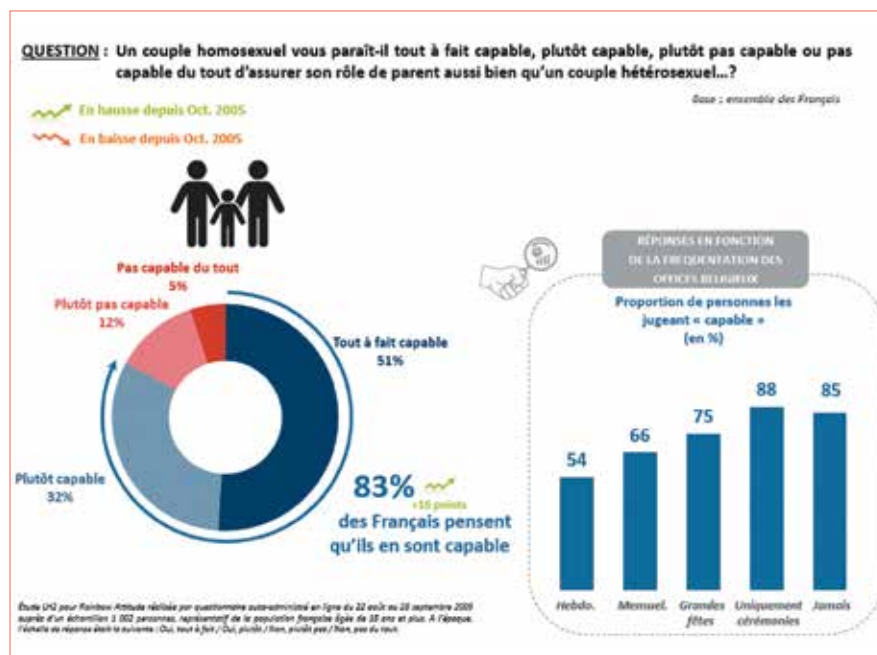
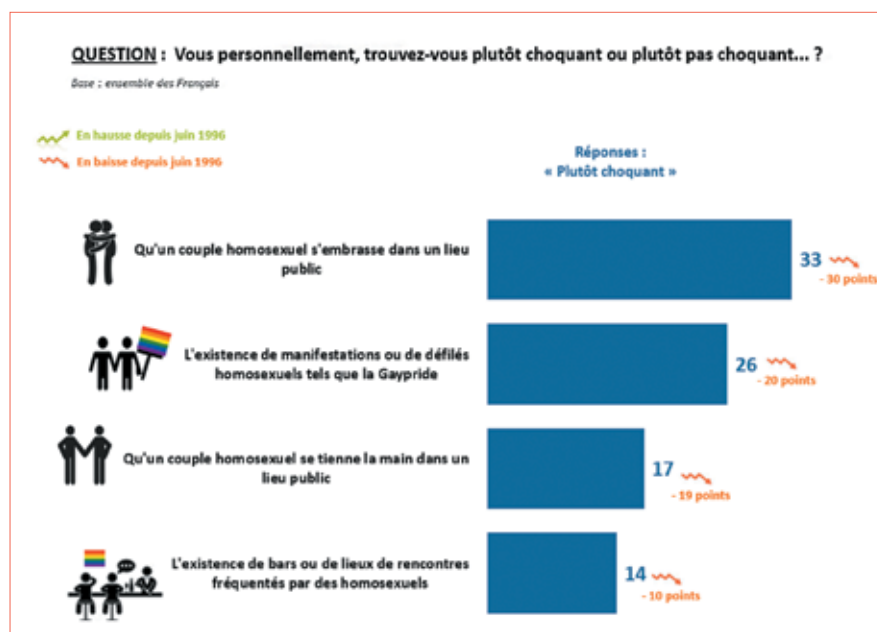
Inhérente aux sociétés industrielles avancées affectées par la progression des valeurs « postmatérialistes » à la faveur du renouvellement générationnel, de l'amélioration du niveau de vie et de la hausse du degré d'instruction, cette plus forte acceptation sociale de l'homosexualité n'a d'ailleurs rien de spécifique à l'Hexagone : on la retrouve dans toute l'Europe de l'Ouest au regard des résultats des différents vagues de l'Eurobaromètre ou de l'European Values Survey.

② Une tolérance plus forte à l'égard de la visibilité de l'homosexualité dans l'espace public

L'homophobie constituant avant tout pour les LGBT une forme d'injonction sociale à l'invisibilité, il est aussi intéressant de relever une diminution significative de l'intolérance à l'égard des manifestations de l'homosexualité dans l'espace public au cours des vingt dernières années.

Ainsi, la proportion de Français trouvant « choquant » qu'un couple gay s'embrasse (33 %) ou « se tienne la main » (17 %) dans un lieu public a diminué de moitié depuis juin 1996 (Ifop/Le Monde) : seules les personnes âgées de plus de 65 ans (52 %) ou de confession musulmane (71 %) sont aujourd'hui majoritairement choquées à l'idée qu'un couple gay s'embrasse dans la rue.

Et on observe la même tendance pour d'autres formes de visibilité des LGBT que peuvent être des manifestations à dimension festive/politique comme la Gay Pride – seuls 26 % des Français en sont désormais choqués, contre 46 % en 1996 – ou encore l'existence de lieux de



sociabilité (ex : bars...) fréquentés par les minorités sexuelles (14 % en 2019, contre 24 % en 1996).

③ Une acceptation croissante du principe d'homoparentalité

Dans le contexte actuel de débat autour de la PMA, on note que ces deux dernières décennies ont été aussi le théâtre d'une reconnaissance accrue des modèles parentaux sortant de la norme hétérosexuelle.

Ainsi, aujourd'hui plus de huit Français sur dix (83 %) estiment qu'un couple homosexuel est capable d'assurer son

rôle de parent aussi bien qu'un couple hétérosexuel, soit une proportion aussi significative (plus 16 points) depuis 2005.

Sur ce point, il est intéressant de noter qu'il y a assez peu de différence dans l'acceptation d'une famille de lesbiennes et d'une famille de gays, signe que paternité et homosexualité sont jugées de moins en moins incompatibles... En effet, la proportion de Français estimant qu'un enfant peut s'épanouir de la même manière dans une famille avec deux mères (72 %) que dans une famille avec un père et une mère est à peu près similaire à la part de la population ayant la même opinion dans le cas où l'enfant sera élevé par deux pères (68 %).

Et au regard de la nette évolution de l'opinion sur ce sujet (+ 16 points depuis 2013) par rapport au moment du débat autour de la loi Taubira, il semble bien que **l'officialisation des couples homosexuels par la loi de 2013 a fait évoluer les représentations à l'égard des couples homosexuels: la plus grande représentation des familles homoparentales dans les médias ayant sans doute contribué à « normaliser » l'image du couple homosexuel.**

Si l'opinion publique s'est rapidement décrispée sur le sujet par rapport à ce que l'on pouvait observer durant ce moment d'intenses débats que fut l'année 2013, **il reste encore des poches de l'opinion très rétives à l'homoparentalité si l'on en juge par la proportion de Français qui estiment que « les homosexuels ne devraient pas pouvoir élever des enfants (29 % en moyenne) » dans les rangs des électeurs fillonistes de 2017 (45 %) ou les personnes fréquentant régulièrement les lieux de culte (70 %) tels que les catholiques pratiquants (41 %) ou les musulmans (58 %).**

4 La persistance de clichés homophobes et transphobes

Malgré cette nette amélioration du regard des Français sur les LGBT, on observe toujours une adhésion non négligeable à certains clichés LGBTphobes.

Ainsi, un Français sur cinq (20 %) estime encore aujourd'hui que « certaines professions où l'on est en contact permanent avec des enfants devraient être interdites aux homosexuels », signe de la persistance d'une certaine confusion entre homosexualité et pédophilie.

De même, l'idée selon laquelle « les couples homosexuels ne durent jamais très longtemps » est encore partagée par un Français sur six (17 %), ce qui vient sans doute de la **tendance à réduire les gays à leur sexualité d'autant plus aisément que le climat d'opprobre entourant l'homosexualité les a longtemps incités à séparer strictement leur sexualité du reste de leur vie sociale.**

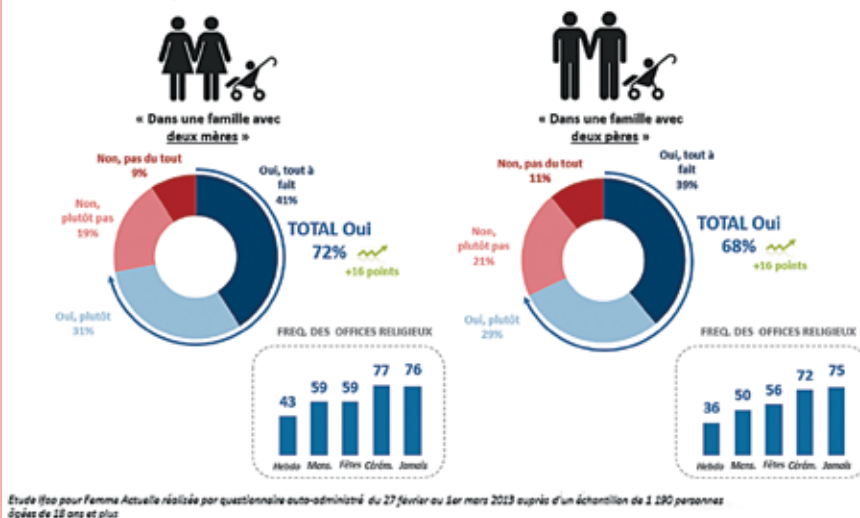
Enfin, un Français sur dix estime que « les violences contre les homosexuels sont parfois compréhensibles » (10 %, +3 points par rapport à février 2004), en particulier dans les rangs des catégories populaires (15 % parmi les ouvriers, 16 %

QUESTION : A votre avis, un enfant peut-il s'épanouir de la même manière... ?

Base : ensemble des Français

En hausse depuis mars 2013

En baisse depuis mars 2013

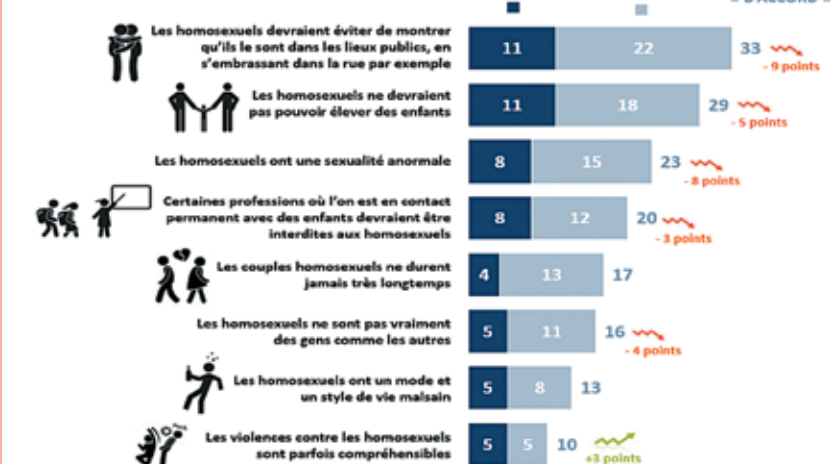


QUESTION : Pour chacune des affirmations suivantes, dites-moi si vous êtes personnellement tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec elle.

Base : ensemble des Français

En hausse depuis Fév. 2004

En baisse depuis Fév. 2004



pour changer les personnes ayant des revenus inférieurs à 800 € par mois), des personnes non diplômées (19 %) ou de confession musulmane (32 %).

Au total, l'indicateur synthétique d'adhésion à au moins une opinion ou préjugé homophobes révèle ainsi que c'est **plus de sept Français sur 10 (71 %) qui partagent au moins une idée LGBTphobe.**

Et dans le détail des résultats, il apparaît là aussi que **le degré d'homophobie croît avec l'âge et la fréquence de la pratique religieuse tout en diminuant plus le niveau social et le niveau d'éducation**

augmentent. Enfin, politiquement, il est intéressant de noter que plus ils se situent à droite de l'échiquier politique, plus les Français ont tendance à adhérer à au moins une idée homophobe (85 % chez les électeurs Fillon 2017, contre 60 % chez les électeurs Mélenchon).

5 Des Français qui réagissent plus face à des propos homophobes

Près de quatre Français sur dix (37 %) déclarent utiliser le mot « pédé » ou « enclé » dans des mouvements

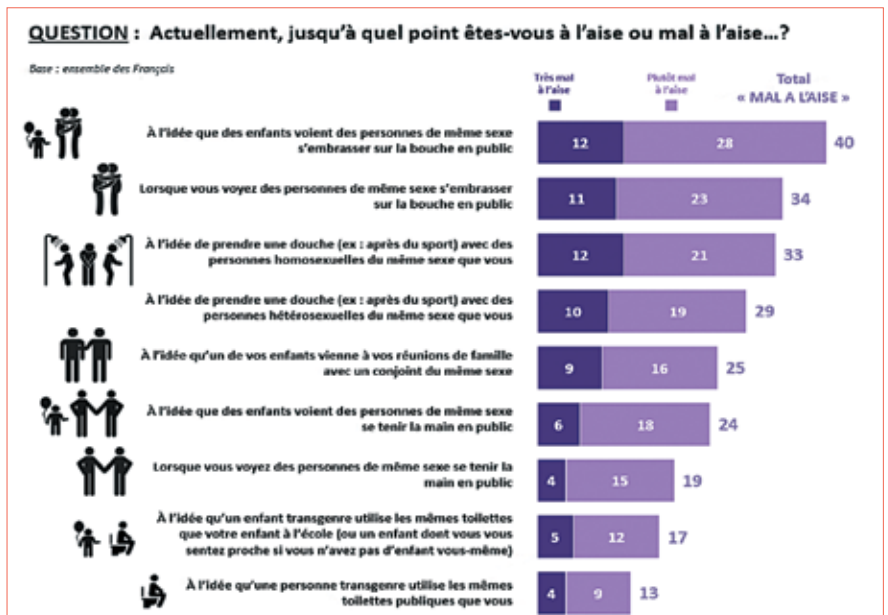
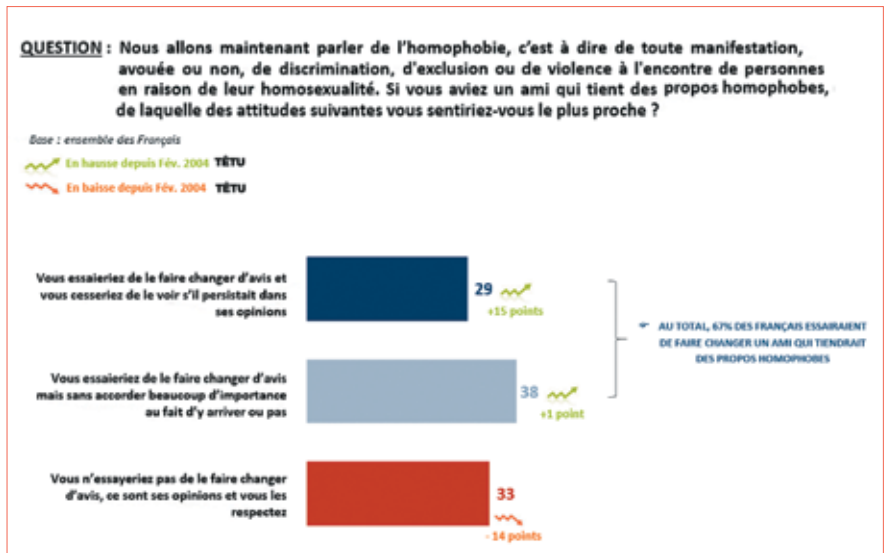
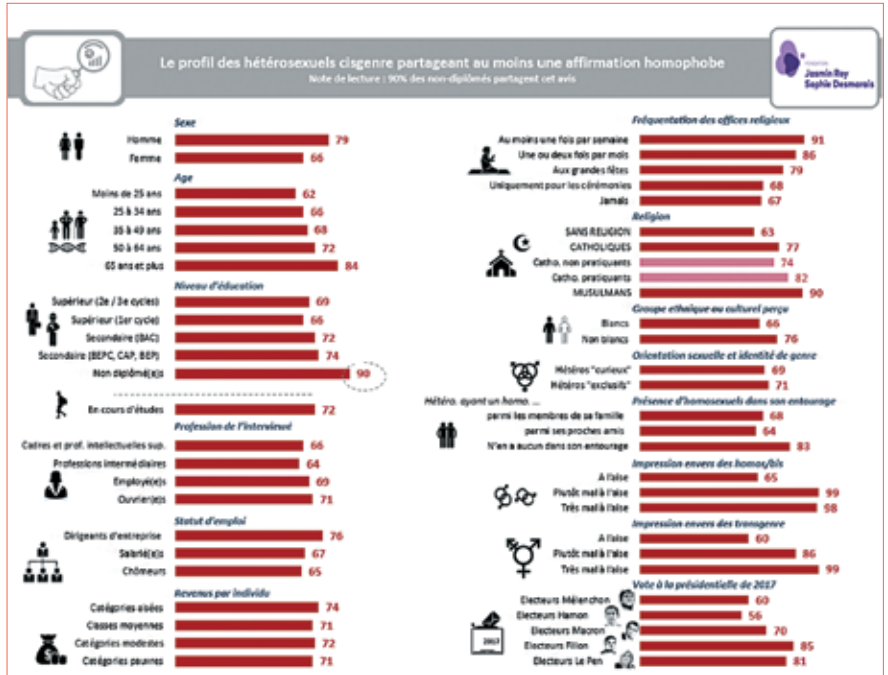
d'énervement à l'égard de n'importe qui. Un chiffre stable depuis quinze ans qui révèle l'étendue de l'utilisation de ces expressions, s'inscrivant de surcroît plus fortement parmi les jeunes (47 % parmi les moins de 35 ans déclarent utiliser ces expressions). L'utilisation d'expressions péjoratives à l'égard de personnes ayant des comportements considérés comme homosexuels se rattache de manière générale à la jeunesse mais s'exprime plus particulièrement dans les lieux de socialisation de cette dernière: le cercle d'amis (26 % l'utilisent dans ce cadre) et le milieu scolaire (25 % l'utilisent dans ce contexte).

Si l'utilisation courante d'insultes à connotation homophobe ou considérées comme telles persiste à un haut niveau au sein de la société, les Français sont désormais largement majoritaires (67 % contre 51 % en 2004) à ne plus rester passifs face à des propos homophobes: 29 % essaieraient de faire changer d'avis la personne en question et cesseraient de la voir si elle persistait (contre 14 % il y a quinze ans) et 38 % essaieraient de la faire changer d'avis sans pour autant accorder d'importance au fait d'y arriver ou pas.

Le malaise à l'égard des personnes LGBT se ressent particulièrement vis-à-vis de situations ou de contextes où la norme non-hétérosexuelle se voit et s'affiche. Ainsi, **34 % des personnes interrogées seraient mal à l'aise de voir s'embrasser deux personnes de même sexe en public et même 40 % de les voir le faire devant des enfants.**

Au sein de l'espace privé, mais en situation de représentation sociale, le malaise persiste pour un quart des Français: 25 % d'entre eux seraient mal à l'aise si un de leurs enfants venait à une réunion de famille avec un conjoint de même sexe.

Signe d'une raréfaction de la douche collective, près d'un tiers des personnes interrogées se déclare mal à l'aise à l'idée de prendre une douche avec des personnes homosexuelles (33 %) mais aussi hétérosexuelles (29 %). Dans un contexte d'intimité similaire, près de deux Français sur dix (17 %) seraient mal à l'aise à l'idée qu'une personne transgenre utilise les mêmes toilettes que leur enfant et même 13 % qu'elle utilise les mêmes toilettes qu'eux directement. •



LE POINT DE VUE DE FRANÇOIS KRAUS

IFOP

Si l'homophobie au sens strict a fortement régressé, notamment depuis les premiers modes de reconnaissance juridique de la conjugalité et de la parentalité homosexuelle, force est de constater que des formes d'hétérosexisme restent prégnantes dans certains pans de la population qui adhèrent par exemple aux injonctions faites aux LGBT à rester invisibles ou en dehors de certains droits (ex: parentalité). Des poches hétérosexistes persistent donc dans l'opinion, en particulier chez les personnes ayant un faible niveau socioculturel, côtoyant peu de LGBT au quotidien ou encore sensibles à une rhétorique religieuse et une morale sexuelle très rigoriste pour ne pas dire réactionnaire. Symptomatique d'une tendance à la tolérance plus qu'à la banalisation de la place des LGBT dans la société, l'acceptation croissante du principe d'homosexualité ne doit donc pas être confondue avec sa normalisation intégrale.

● François KRAUS, directeur du pôle « Genre, sexualités et santé sexuelle » à l'Ifop

LE POINT DE VUE DE JASMIN ROY

FONDATION JASMIN ROY
SOPHIE DESMARAIS

L'homosexualité était encore considérée comme une pathologie psychiatrique jusqu'en 1992 en France. Ce changement de paradigme a contribué à cette évolution de l'acceptation dans la société, a commenté Jasmin Roy, président de la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais.

Aujourd'hui, 85 % des répondants en 2019 considèrent que l'homosexualité est une manière comme une autre de vivre sa sexualité alors qu'ils étaient seulement 24 % en 1975. Les chiffres sont encourageants même s'il reste du travail.

● Jasmin ROY,
Fondation Jasmin Roy -
Sophie Desmarais

LE POINT DE VUE DE FRÉDÉRIC POTIER

DILCRAH

Les résultats du sondage constituent un réel outil pour identifier des stratégies et des actions concrètes en vue de favoriser l'acceptation des LGBT dans notre société, a déclaré Frédéric Potier, préfet en mission de service public et délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT de la Dilcrah. 50 % des Français déclarent avoir confiance en notre gouvernement pour pallier aux carences actuelles identifiées dans le sondage.

● Frédéric POTIER,
Dilcrah

POUR CONSULTER L'ÉTUDE COMPLÈTE

<https://fondationjasminroy.com>

PARIS

Jeudi 14 Novembre 2019

**UIC-P, 16 RUE JEAN REY
75015 PARIS**

7^E JOURNEE. LES EVENEMENTS DE L'ANNEE EN INFECTIOLOGIE

Prévention et prise en charge de l'Infection chez la femme

MATIN

8h30 – 9h00 Accueil des participants — Café

9h00 – 11h00 **SESSION 1 : RISQUE INFECTIEUX ET PAPILLOMAVIRUS**

Modérateur : Bruno Pozzetto

- HPV et hésitation vaccinale en France : le casse-tête**Amandine Gagneux-Bruno***
- Bénéfices de la vaccination HPV et retombées en santé publique**Jean-Marc Bohbot***
- Risque HPV en PMA**Thomas Bourlet***
- Désinfection des sondes d'échographie à usage endocavitaire**Pierre Parneix**

11h00 – 11h30 Pause - Visite des stands

11h30 – 13h00 **SESSION 2 : VACCINS, SOIGNANTS ET FEMMES ENCEINTES**

Modérateur : Elisabeth Botelho-Nevers

- Le point de vue de la sage-femme**Sage-femme***
- Le point de vue de l'infectiologue**Odile Launay (Cochin)***
- Débat avec la salle

APRÈS-MIDI

13h00 – 14h00 Déjeuner

14h00 – 16h00 **SESSION 3 : RISQUES OBSTÉTRICAUX & INFECTIONS BACTÉRIENNES**

Modérateur : Raphaëlle Girard

- Infections urinaires : quoi de neuf**Manuel Etienne (Rouen)***
- Infections à streptocoques du groupe A : Semmelweis au XXI^e siècle**Philippe Berthelot**
- Infections à Streptocoques du groupe B : Interêt du dépistage à l'accouchement**Hopital St Joseph - HEGP - Toulouse***
- Un risque obstétrical méconnu : la fièvre Q**Matthieu Mignon* (Marseille)**

16h00 – 16h30 Pause - Visite des stands

16h30 – 18h00 **SESSION 4 : FEMMES ENCEINTES ET VOYAGES**

Modérateur : Elisabeth Nicand

- Risque viral (hépatite E, Zika, autres arboviroses)**Bruno Hoën***
- Parasites, voyages et grossesse
- Risques non infectieux ou femmes enceintes et voyage en avion

18h00 **Conclusion****Philippe Berthelot**

18H15 Fin de journée

Sous la présidence de :

**PHILIPPE BERTHELOT, ELISABETH BOTELHO-NEVERS,
RAPHAËLLE GIRARD, BRUNO POZZETTO**

AVEC LE SOUTIEN DE LA SPILF

SOCIÉTÉ DE PATHOLOGIE INFECTIEUSE DE LANGUE FRANÇAISE

**L'INSCRIPTION AU CONGRÈS DONNE ACCÈS AU
7^E CONGRÈS DES DIALOGUES DE L'OBSTÉTRIQUE
QUI SE DÉROULERA AU MÊME ENDROIT LE 14 NOVEMBRE**

**ET AU 47^{ES} JOURNÉES JEAN COHEN
"GYNÉCOLOGIE OBSTÉTRIQUE ET REPRODUCTION"
QUI SE DÉROULERA AU MÊME ENDROIT LES 15 ET 16 NOVEMBRE**



Des Journées du Centre de Formation des Editions ESKA
Inscription CFEE adressée aux Editions ESKA-CONGRES - Serge KEBABTCHIEFF, Alicia GORILLIOT
12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris - Tél : 01 42 86 55 79 - Fax : 01 42 60 45 35
E-mail : congres@eska.fr - Sites internet : www.eska.fr ; www.congres.eska.fr
AGRÉÉ PAR LE CONSEIL RÉGIONAL DE FORMATION MÉDICALE CONTINUE - CFEE : N° 11753436775